



Le résumé d'évaluation



Bureau
International
Du Travail

Bureau
D'Évaluation

Programme d'activités pour l'Emploi des jeunes dans la Province du Katanga (PAEJK) – Évaluation à mi-parcours

Faits Rapides

Pays: République Démocratique du Congo,
Province du Katanga

Évaluation à mi-parcours: Juillet –Septembre
2014

Mode d'évaluation: indépendant

Domaine technique : Politiques de l'emploi

Bureau administratif de BIT : Bureau Pays de
l'OIT

Gestion d'évaluation : Mr Paul Ningini, EAT/BP-
Yaoundé

Nom(s) de l'évaluateur : Emile André Damiba,
Consultant

Début du projet : 19-avr.-12

Fin du projet : 18-avr.-15

Code du projet : DRC/11/02/BEL (projet
Genève)- DRC/12/50/BEL (projet Kinshasa)

Donateur & Budget de Projet: Gouvernement
du Royaume de Belgique, US\$ 5.170.428

- 3) améliorer l'employabilité des jeunes sortants des établissements de formation professionnelle;
- 4) améliorer la gouvernance provinciale du marché du travail.

Les Bénéficiaires directs du projet

Des Jeunes femmes et hommes qui bénéficieront d'une formation professionnelle appropriée, ainsi que des entrepreneurs potentiels et existants qui manquent de compétences et de ressources pour améliorer leur entreprise;

Les Femmes à bas revenu qui gèrent déjà des micros et petites entreprises ou qui ont l'intention d'en créer ;

Les Organisations de Service de Développement des Entreprises, ainsi que des structures comme l'INPP, l'ONEM, les Centres de formation etc.

Contexte

Résumé du but, de la logique et de la structure du projet

Le PAEJK vise globalement la réalisation de 4 objectifs qui sont :

- 1) renforcer les capacités entrepreneuriales des jeunes femmes et hommes par la formation et l'accès aux services financiers et non-financiers ;
- 2) accroître significativement l'accès des jeunes entrepreneurs à la micro finance;

Situation actuelle du projet

Le marché du travail en RDC est affecté par un sous-emploi et un chômage structurels, une pénurie d'emplois décentés et une économie informelle qui fournit la plupart des opportunités d'emploi.

Les jeunes sont particulièrement vulnérables et constituent la couche la plus affectée par la pénurie d'emplois décentés. Parmi ces jeunes, les filles sont plus exposées au chômage que les garçons.

Au niveau de la Province du Katanga, le Gouverneur de la Province a mis en place un

Comité pour discuter de la suite de l'œuvre par le BIT a réalisé une étude sur l'impact de la crise en termes d'emploi pour le Katanga. C'est dans ce contexte que le Programme d'Activités pour l'Emploi des Jeunes dans la Province du Katanga (PAEJK) a été élaboré comme une alternative afin de répondre aux besoins du marché du travail au Katanga. Il vise donc à mettre en place un environnement favorable à la création et au développement de MPME comme moteur de création d'emplois. Le projet a démarré en Novembre 2012 et devrait prendre fin en Avril 2015. Il est entièrement financé par le Royaume de la Belgique et son exécution est confiée au BIT.

Le PAEJK est géré par une équipe de coordination globale à Genève et une Cellule technique basée à Lubumbashi. Les activités sont exécutées par des partenaires d'exécution locales.

But, portée et destinataire de l'évaluation

Le but de la présente évaluation à mi-parcours est de rendre compte de l'évolution de la mise en œuvre aux parties prenantes d'une part, et d'autre part, d'apporter un appui pour améliorer la mise en œuvre par les recommandations. Elle permet d'apprécier la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des actions entreprises. L'évaluation apportera (i) des éléments requis pour des ajustements éventuels nécessaires afin d'assurer à terme le succès du projet ; (ii) une appréciation de la conception, de la stratégie utilisée et des performances du projet PAEJK.

L'évaluation est destinée aux partenaires du Programme, notamment le gouvernement au niveau national et provincial, le bailleur de fonds, les mandants du BIT, le BIT au siège et dans les régions et pays, et l'équipe du PAEJK.

Méthodologie de l'évaluation

Le Consultant s'est fondé sur une approche éminemment participative tout au long du processus, avec l'ensemble des acteurs concernés, à la fois dans la Province qu'au niveau national. La collecte des données nécessaires s'est opérée essentiellement à

partir de deux sources qui sont d'une part la revue documentaire, et d'autre part les entretiens avec les divers intervenants et partenaires du projet. Conformément aux TDR, la présente évaluation passe en revue, les critères de pertinence, d'adéquation stratégique, de validité de la conception de l'intervention, d'efficacité et d'efficience, de durabilité, et identifiera les difficultés, et identifiera aussi les enseignements appris et formuler des recommandations en conséquence. Les entretiens sont faits aussi bien au niveau provincial à Lubumbashi qu'au niveau national à Kinshasa et éventuellement au siège à Genève.

Principaux Résultats et Conclusions

Pertinence et adéquation stratégique

Par rapport aux orientations nationales

Le PAEJK, tel que conçu, est en cohérence avec les objectifs prioritaires de développement fixés et notamment celui de la lutte contre la pauvreté et du rôle de la promotion de l'emploi à cette fin. Il est en phase avec les stratégies et des objectifs définis par le Gouvernement dans le DSRP. En outre, les objectifs du PAEJK concourent à la mise en œuvre des activités du PPTD.

Par rapport au BIT

Le PAEJK vise la promotion de l'emploi, en particulier celui des jeunes. Or, l'emploi des jeunes est une priorité du BIT dans le cadre de l'agenda pour un travail décent pour l'Afrique. Le but fondamental de l'OIT est que chaque femme et chaque homme puissent accéder à un travail décent et productif, ce à quoi contribue le PAEJK. Le projet est en étroite harmonie avec les conclusions relatives à l'emploi des jeunes et la promotion d'entreprises prises lors de la Conférence internationale du Travail en 2007.

Il ressort clairement que la contribution du PAEJK s'inscrit dans le cadre de l'agenda du travail décent en RDC tel que prévu dans le document de PPTD.

Par rapport aux bénéficiaires

La problématique de l'emploi des jeunes hommes et femmes est telle qu'il est essentiel de (i) renforcer leur employabilité, (ii) promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes, (iii) faciliter la création de MPME par les jeunes, au Katanga. Ce sont là autant d'éléments qui prouvent la pertinence du projet par rapport à ses bénéficiaires directs.

Validité de la conception de l'intervention

La stratégie et la conception du programme étaient bien adaptées aux objectifs et résultats attendus. et en conformité avec les caractéristiques du contexte et des besoins identifiés. Le PAEJK est l'aboutissement d'un travail mené en concertation par les principaux partenaires. La conception du PAEJK a donc été faite de façon participative, ce qui contribue en partie à garantir son appropriation par la partie nationale et assurer ainsi sa pérennité.

Efficacité

L'objectif immédiat 1 estimation de réalisation à 35%: un nombre appréciable de formateurs (près d'une centaine) et de jeunes (plus de 600) ont été formés en. En entrepreneuriat, 103 entrepreneurs ont développé des plans d'affaires et 15 ont été primés.

L'objectif immédiat 2 : estimation à 58% de réalisés : un plan d'action a été élaboré pour des mesures à prendre afin de favoriser un meilleur accès des jeunes femmes et hommes du Katanga aux services financiers et 450 jeunes sont formés en éducation financière.

La cartographie de l'offre de formation professionnelle est réalisée de même que 4 référentiels de formation et certification.

La réalisation de l'étude des filières porteuses et le tableau de bord de la situation du marché du travail est disponible.

Des membres des partenaires sociaux ont reçu des formations des formateurs en entrepreneuriat et éducation financière.

Les résultats démontrent les avancées significatives faites par le PAEJK

Efficience

A priori, l'option du BIT reposait sur les références suivantes : (i) avoir un projet intégré permettant aux acteurs de travailler ensemble ; (ii) avoir une équipe sur place qui soit exclusivement congolaise (à l'exclusion de coopérant ou expatrié); et (iii) assurer un ancrage dans les réalités locales.

Organisation institutionnelle est en réalité très centralisée et surtout exogène, tant et si bien que pratiquement toutes les décisions doivent passer par le Coordonnateur global à Genève. Une telle disposition est plutôt lourde et source de retards et autres défis.

Sur le plan financier il y a des retards de mise à disposition et d'inadéquation entre le coût des interventions et les fonds disponibles.

D'autres défis évoqués par les formateurs, et les apprenants sont liés aux grands écarts de niveau entre les apprenants en termes d'éducation et de formation scolaire ou professionnelle.

DURABILITE

La stratégie du projet qui repose sur une implication et une approche participative des mandants et des divers partenaires d'exécution dans la mise en œuvre des activités est un facteur structurant de la durabilité. Une telle approche permet un transfert d'expériences favorable à la durabilité des initiatives au-delà de la fin du projet.

Recommandations et leçons apprises

Leçons importantes apprises

La formule de gestion institutionnelle adoptée présente sans doute des avantages (efficience de coût d'exécution, plus grande sécurité de gestion financière) mais elle a aussi montré ses limites au vu des retards et longs délais des procédures de mise en œuvre de certaines activités.

La mobilisation et l'enthousiasme des partenaires d'exécution et des apprenants prouvent la pertinence du projet et traduisent l'espoir que le projet suscite chez ces derniers.

Les bonnes pratiques

La stratégie qui consiste à former des formateurs ou les remettre à niveau ;

L'approche « Faire-faire » s'avère non seulement efficace, renforce les capacités;

Le développement de la méthodologie DACUM par rapport au développement des curricula ;

le dialogue avec les parties prenantes, les ateliers tripartites, le plaidoyer constant auprès des décideurs, l'approche participative avec les partenaires sociaux.

Recommandations

Au gouvernement :

S'impliquer davantage dans le suivi de la mise en œuvre du projet et allouer des ressources du gouvernement au titre de contrepartie

Mettre en place un comité ou un cadre interministériel afin de faciliter la coordination gouvernementale pour une implication concertée et efficiente ; et clarifier les prérogatives entre les services nationaux et ceux au niveau de la province.

Au BIT:

Assurer une concertation dynamique et inclusive entre les services du siège, entre l'équipe au siège et le Bureau pays, entre le bureau pays et Lubumbashi.

Revoir le dispositif institutionnel de gestion actuel afin de décentraliser et ou déléguer autant que possible et mettre plus de célérité dans l'étude et la validation des activités proposées

A tous les partenaires clés du PAEJK

Afin de permettre au projet d'atteindre un taux de réalisation significatif des résultats attendus, étendre la durée du projet pour environ deux ans.

Organiser un mécanisme de suivi actif et rapproché des gradués en entrepreneuriat, et accompagner aussi ceux qui n'ont pas gagné le concours dans toute la mesure du possible.

Organiser une journée : « Talents des Jeunes » pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.

Les orientations futures possibles

- 1) Etendre la durée du projet pour une période transitoire d'environ un an afin de permettre l'aboutissement de toutes les interventions prévues en compensation des retards cumulés
- 2) Consolider le projet sous sa forme actuelle, moyennant quelques ajustements pour en améliorer les performances, et étendre sa couverture géographique au delà des trois sites actuels afin de couvrir d'autres sites au Katanga
- 3) Répliquer le projet dans d'autres provinces. Il serait souhaitable que le gouvernement en fasse un projet national et développer une stratégie de mobilisation de ressources en conséquence.
- 4) Poursuivre la coopération avec le BIT dans son rôle d'agence d'exécution, mais tout en

réaménageant l'organisation institutionnelle de gestion et de coordination du projet.

Quel que soit le scénario, il est attendu que:

- 1) Le gouvernement alloue des ressources au titre de la contrepartie nationale au projet à venir de façon proportionnellement substantielle pour servir de signal fort.
- 2) Accroître les ressources allouées au fonds de garantie pour tenir compte de l'effectif potentiel des candidats jeunes entrepreneurs.